

<http://ecoleemancipee.org/spip.php?article3019>



Intervention sur les E3C et le rejet de Blanquer dans l'éducation : Agnès Akielewicz (bureau national)



- Syndicats Nationaux SNES FSU - interventions et motions de l'EE dans les instances nationales du SNES - Conseil National du SNES 28
Date de mise en ligne : mercredi 29 janvier 2020
Date de parution : 29 février 2020

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

Autour des E3C, une forte contestation s'exprime dans les lycées et des actions sont menées partout en France : outre les courriers, les lettres aux recteurs/trices et les pétitions, il y a les grèves de surveillance, des rassemblements devant les lycées. Et il y a aussi toutes les manoeuvres des rectorats pour cacher cette contestation.

Sur internet, il existe des tentatives de lister les perturbations qui ont lieu autour de la passation des épreuves. Le SNES-FSU, en tant que syndicat majoritaire, doit relayer et rendre visible la mobilisation en faisant lui aussi ce travail de collecte et de diffusion des informations qui montrent que NON, il n'y a pas 99,9 % des enseignant-es qui sont d'accord avec lui.

Actuellement la pétition « Je suis 0,1 % » a récolté 85 000 signatures. Dans certains lycées, des professeur-es affichent sur leurs casiers des affichettes « Je suis 0,1 % ». Le SNES-FSU pourrait relayer ces initiatives et appeler à faire la même chose dans tous les lycées, à prendre des photos pour les publier par exemple sur son fil Twitter.

Le discrédit de J.M Blanquer est grandissant. Il y a une vraie exaspération dans les salles de professeur-es et nous devons y faire écho.

Comment maintenir la mobilisation sur les E3C alors que les épreuves se déroulent malgré la mobilisation et que les collègues vont se retrouver avec les copies à corriger ?

On a besoin de consignes pour maintenir la pression. La question des conditions de correction est un élément à mettre en lumière mais il ne faut pas non plus que cela prenne le dessus sur la contestation de fond de la réforme du lycée et du bac : le SNES ne peut pas envoyer comme signal que si on obtenait de meilleures conditions de correction, alors la réforme du bac serait acceptable.

Nous devons continuer à combattre la réforme sur le fond : transformation de l'école, rupture d'égalité, système éducatif basé sur la concurrence à tous les niveaux... tout en dénonçant les conditions de correction.

Pour maintenir la pression, dans un 1er temps, on peut envisager d'avoir comme consigne de ne valider aucune copie avant la date butoir. Cela nous laisse du temps, permet de rassembler une majorité de collègues et de continuer à faire connaître la contestation, à mettre en lumière toute la défiance que le gouvernement et en particulier Blanquer inspirent aux personnels.

L'ouverture du cycle de concertation sur les salaires et les métiers doit être une occasion pour le SNES-FSU de s'exprimer sur cette rupture de confiance avec le Ministre et de faire une déclaration rappelant nos exigences mais aussi demandant la démission du Ministre.